



Yes, they can !

On peut faire encore nettement mieux, ensemble

Ce que font les Etats-Unis a longtemps servi de phare pour éclairer la route de nos dirigeants, prompts à célébrer le libéralisme, le dynamisme de leur système économique et l'« efficacité » de leurs « réformes ».

Ce que nous voyons et subissons depuis quelques années, qui a été théorisé par les idéologues européens et mis brutalement en pratique par le président de la République française, c'est la condamnation des services publics, la fusion d'une partie de leurs missions, la cession d'une autre partie à des collectivités territoriales et à des entreprises privées. La saignée la plus forte a été appliquée au service public d'éducation nationale, à l'université et, avec des formes particulières, à la recherche. La Santé est fort touchée elle aussi.

Or, que voyons-nous ?

Les missions transférées aux collectivités territoriales sont menacées à court terme en raison de l'annonce gouvernementale du gel des transferts de financement annoncé avec le prétexte de la crise. On va constater une sévère inégalité de traitement des usagers en raison des grandes différences de richesse des régions.

On va constater une baisse sévère du financement de certaines missions à cause des choix auxquels les collectivités seront contraintes de procéder, sous peine d'augmenter très sensiblement les impôts, d'autant que la taxe professionnelle est en voie de disparition.

Cela va se traduire concrètement par une baisse de la mise en œuvre des missions, par une déqualification des agents chargés de leur mise en œuvre : la précarité va augmenter sensiblement pour baisser les salaires. La définition des missions se fera sur des critères de rentabilité immédiate et sur des critères de choix dictés par des considérations étrangères au bien public.

Revenons aux Etats-Unis où l'éducation du premier degré et du secondaire dépend des districts locaux. Ceux-ci ont été souvent ruinés par la crise financière des actifs pourris et leurs budgets sont financés par des impôts constitués sur la valeur du foncier. Comme en Europe, de vastes plans locaux d'« économies » ont donc été lancés : réduction des effectifs.

Comment réagit l'Etat fédéral étatsunien ?

Beaucoup moins stupidement que nos Etats européens : il estime qu'il ne faut pas handicaper la croissance des prochaines décennies, approfondir les inégalités, en dégradant le service de

l'Education. Il a donc lancé un gigantesque plan de sauvetage (the bailout) de l'éducation locale. En un an, l'administration fédérale aura distribué l'équivalent des budgets cumulés de l'éducation primaire et secondaire des fameux « PIIGS » pour simplement maintenir les postes d'enseignants, soit l'équivalent de plusieurs dizaines de milliards d'euros.

Pour ce qui concerne les universités et la recherche, elles ne sont pas guettées par l'assèchement de ressources, tant l'Etat fédéral est conscient que, si le présent est hasardeux à cause de la crise du système, on ne peut pas insulter l'avenir avec des économies stupides qui compromettraient les développements industriels futurs, donc la richesse future, donc la puissance future.

Même au royaume du libéralisme, un peu plus de souci de l'avenir de la société et un peu moins de servilité devant « les marchés » et les agences de notation, permet ce genre de choix, finalement plus intelligent pour tout le monde.

Notre proposition d'autres choix budgétaires dans notre pays n'est donc pas fondamentalement révolutionnaire, et un très large consensus doit pouvoir se faire dans ce sens.

Cela dit, on peut évidemment prévoir encore bien mieux : le problème fondamental rencontré par les retraites, la sécurité sociale, les services publics, les salaires, le développement industriel, etc, c'est celui de la distribution des richesses produites par les travailleurs. Nous voulons une autre répartition des richesses : nous pensons que c'est la seule vraie solution de fond. C'est toujours notre objectif de lutte.

La stratégie européenne officielle est celle de la construction d'une société de la connaissance la plus compétitive du monde. Ce serait bien d'insister sur le mot connaissance plus que sur le mot compétition, particulièrement stérile en l'occurrence.

L'avenir de notre société est particulièrement assombri par les décisions annoncées par le gouvernement. Pour des raisons individuelles : les salaires des fonctionnaires sont menacés de gel et de recul. Leurs retraites sont menacées d'effondrement.

Comme pour des raisons collectives.

Le premier ministre vient d'annoncer 100 milliards d'euros d'économies, dont 45 milliards de baisse des dépenses publiques : des dizaines de milliers de nouvelles suppressions d'emplois sont prévues.

Il est également prévu de récupérer 30 milliards d'euros sur nos retraites.

Enfin, Mireille Elbaum écrit dans le N° 319 de la Lettre de l'Observatoire Français des Conjonctures Economiques que le gel annoncé pendant trois ans des transferts de financement de l'Etat vers les collectivités territoriales « aura des conséquences majeures sur le contenu des politiques sociales liées à la capacité des départements à assumer les dépenses de solidarité ».

Pour nous-mêmes comme pour l'organisation de notre société, la sauvegarde de nos services publics, la préservation d'une société solidaire qui permet de façon évidente bien mieux le bien commun qu'une société égoïste, il est indispensable que nous soyons nombreux demain dans les rues de Pau et de Bayonne, très nombreux.

Nous ne sommes qu'au début de ce chantier de lutte. Petit à petit, le travail unitaire syndical se construit : un communiqué commun national fait encore aujourd'hui le point sur son avancée. Petit à petit, le travail social d'explication se développe, le travail politique d'élaboration d'un projet alternatif mûrit.

Tous ensemble, chacun de nous ; chacun de nous et tous ensemble, nous avons à y mettre la tête et la main. Et demain, à faire grève et à participer aux manifestations !